



La crise n'est pas de la responsabilité des travailleurs ; la dette des Etats, n'est pas la leur !

Le gouvernement de la France comme bien d'autres pays européens, multiplie les plans de rigueur toujours suivis de... nouvelles séries de mesures d'austérité. Ces mesures sont inéquitables et injustes.

- Elles font porter principalement les efforts sur les salariés
- Elles interdisent toute relance économique
- Elles détruisent les services publics
- Elles mettent en péril grave la formation des jeunes et rendent plus difficile leur entrée dans le monde du travail.
- Après la taxe sur les complémentaires-santé, la poursuite des déremboursements, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, assimilés à des fraudeurs. Il rend de plus en plus difficile l'accès aux soins d'une part importante de la population.
- Dans le même temps, les efforts demandés aux plus aisés restent symboliques et des niches fiscales inefficaces et injustes sont laissées en l'état.

**CFDT, CGT, FSU, UNSA et Solidaires interpellent Gouvernement et Patronat
pour des mesures justes et équitables, afin de lutter contre toutes les spéculations,
relancer la croissance économique, soutenir l'emploi
et assurer des Services Publics de qualité**

Elles demandent en particulier au Gouvernement de :

- mettre fin à la défiscalisation des heures supplémentaires, défavorable à l'emploi, inégalitaire et coûteuse (4 milliards d'euros) ;
- faire contribuer les hauts revenus par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu et la suppression des niches fiscales inefficaces ;
- mettre en œuvre une politique fiscale prélevant l'impôt sur tous les revenus du capital à une hauteur supérieure à ceux du travail ;
- conditionner les aides aux entreprises à leur politique sociale ;
- renoncer au doublement de la taxe sur les complémentaires santé ;
- abandonner l'idée de réduire les ressources financières des salariés malades ;
- renoncer à la TVA sociale qui transfère une partie des « charges sociales » sur les consommateurs ;
- rétablir les conditions de fonctionnement des Services Publics.

MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE le 21 JANVIER à MENDE

Rassemblement à 10H30 Place de la République

La dissolution aura lieu vers 12H00 devant le Palais de Justice



Bien des dysfonctionnements dans l'organisation de nos sociétés relèvent de problèmes globaux. C'est un fait. Mais dire qu'on n'y peut rien, c'est une erreur...

Les organisations syndicales du département, dans l'attente de mouvements à une échelle plus large, considèrent qu'il est hors de question de laisser les choses en l'état.

Les salariés, les citoyens doivent faire valoir qu'ils attendent une autre organisation pour notre société. Il ne faut pas continuer ainsi. Tout doit pousser les décideurs politiques à reprendre la main pour s'occuper de leurs concitoyens. Les manifestations dans la rue de cette exigence ne peuvent qu'être bénéfiques en vue de nouvelles constructions politiques. C'est le rôle des syndicats que d'appeler les travailleurs, les retraités, les jeunes à porter cette exigence.

MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE

le 21 JANVIER à MENDE

Rassemblement à 10H30

Place de la République

**La dissolution aura lieu vers 12H00 devant le
Palais de Justice**

VENEZ NOMBREUX !

Construire notre avenir....

ça nous regarde !